

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JANVIER 1906.

Proposition de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895 et ayant pour objet de mettre fin à quelques abus commis par des administrations communales en matière d'adoption d'écoles privées.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi organique de l'instruction primaire du 20 septembre 1884 avait octroyé aux communes la faculté d'adopter des écoles privées, mais elle n'avait point prévu ni déterminé le délai pendant lequel ces adoptions pouvaient être consenties.

Le projet apportant modification à cette loi organique, déposé sur le bureau de la Chambre, le 14 juin 1895, ne comportait aucune disposition relative à cette matière, mais la Section centrale qui en fut saisie proposa d'y insérer que *l'adoption prévue par la loi de 1884 pourrait être consentie pour une durée de dix ans et que celle-ci prendrait fin avant cette date, en cas de décès, de retraite ou de destitution du titulaire sous le nom duquel l'adoption était consentie.*

Cette proposition de la Section centrale dont M. Woeste était le rapporteur devint l'article 4^{er} de la loi du 15 septembre 1895.

Au cours de la discussion de ce projet de loi, le principe de l'adoption comportant une durée *décennale* fut énergiquement mais vainement combattu par l'opposition. Il se comprend, en effet, difficilement qu'une administration communale, dont le mandat normal est de quatre années, puisse lier la commune pour dix ans, précisément au sujet d'une question sur laquelle se font généralement les campagnes électorales communales.

Quelles que soient l'opinion et les préférences des signataires du projet sur ce point, ceux-ci ne croient pas devoir soulever ici cette question. C'est pourquoi la proposition vise uniquement, en vue d'y mettre fin, quelques abus déplorables auxquels donne lieu, dans certaines communes, l'application de l'article 1^{er} de la loi du 15 septembre 1895.

Plusieurs de ces abus, prévus d'ailleurs par certains membres de l'opposition, dès avant le vote de la loi, furent révélés à la tribune parlementaire immédiatement après la promulgation de celle-ci.

A diverses reprises, ce sujet occupa la Chambre.

On a vu, en effet, des administrations communales contracter des adoptions en faveur d'écoles privées pour un délai de dix ans, à la veille d'une élection qu'elles prévoyaient devoir être désastreuse pour elles (1). D'autres édilités, plus prudentes, attendirent, avant d'agir, que les élections se fussent faites. Ces élections leur ayant été défavorables, elles s'empressèrent de consentir, au profit d'écoles libres, des adoptions de dix ans, bien qu'elles eussent été désavouées et congédiées par le corps électoral. Elles purent agir ainsi en abusant du fait que la loi communale les maintenait au pouvoir jusqu'à l'installation des nouveaux élus (2).

Du moment où les pouvoirs supérieurs se déclaraient impuissants à réprimer de semblables scandales administratifs, les conseils communaux peu scrupuleux ne devaient plus désormais se gêner. Aussi, après de multiples faits de l'espèce, vit-on des administrations communales, au lendemain du jour où les électeurs avaient renoncé à leurs services et choisi d'autres mandataires, rompre sciemment et volontairement des contrats d'adoption consentis pour dix ans et ayant pris cours depuis huit et neuf années, à seule fin de pouvoir les renouveler pour un nouveau terme de dix ans.

Le procédé employé par ces administrations pour résilier un contrat d'adoption dont le délai n'était pas expiré, est des plus simples. La loi de 1895, article premier, porte bien que l'adoption prend fin à l'expiration du délai pour lequel celle-ci a été faite, mais elle ajoute que si ce délai n'est pas encore expiré, l'adoption pourra prendre fin anticipativement par suite du décès, de la destitution ou de la retraite du titulaire sous le nom duquel l'adoption a été consentie. C'est cette disposition qui permet à ces administrations de faire ce que l'on a vulgairement appelé « le coup de la retraite ». Le titulaire donnait sa démission ou prenait sa retraite avant l'expiration du délai de dix ans et, dès lors, l'adoption prenait fin. Immédiatement après cette retraite se formait entre l'Administration communale et un nouveaux titulaire — homme de paille quelconque — un autre contrat pour une nouvelle période de dix ans.

(1) Ce fut notamment le cas pour l'administration communale de Spy. Voir *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, session 1895-1896, séance du 29 novembre. Interpellation de M. Hambursin.

(2) Un fait de l'espèce s'est passé à Roux. Voir *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, session 1895-1896, séance du 29 novembre. Discours de M. Destrée.

Sans doute n'est-il pas inutile de constater en passant, car ce détail est édifiant, que dans les divers cas où des faits de l'espèce se sont passés, la procédure à suivre pour réaliser ces inqualifiables combinaisons, fut entièrement inspirée par les fonctionnaires du Gouvernement attachés à l'inspection scolaire ⁽¹⁾.

Quel légiste oserait sérieusement soutenir qu'une loi limitant à dix années le terme de durée maximum d'un contrat puisse en même temps permettre aux intéressés de prolonger impunément cette durée jusqu'à dix-huit ou dix-neuf années? Si la loi devait être ainsi interprétée, c'est qu'elle serait mal faite, et alors il faudrait la reviser; si, au contraire, la loi ne pouvait recevoir cette interprétation, c'est qu'elle serait violée, et alors il faudrait réprimer les abus.

Les actes administratifs qui viennent d'être signalés ayant été dénoncés à la Chambre, ils y furent, à maintes reprises, qualifiés malhonnêtes, et l'on chercherait vainement dans les *Annales parlementaires* une protestation quelconque, si faible qu'elle soit, contre semblable qualification. Les honorables membres du Gouvernement et du Parlement qui ont cru devoir prendre la défense des administrations incriminées se sont bornés à déclarer que celles-ci avaient agi *légalement* parce qu'« un conseil communal en » fonction jouissait de la plénitude des attributions qui lui étaient déferées » par la loi » et que, dans ces conditions, le Gouvernement n'avait pas qualité pour intervenir.

Cela étant, n'est-il pas naturel qu'une loi, autorisant des actes universellement qualifiés malhonnêtes, soit appelée à être amendée?

Ce sont ces raisons qui ont motivé la proposition de loi.

C'est en vain que l'on tenterait, en vue de maintenir le *statu quo* légal, d'invoquer dans l'espèce l'autonomie communale. Depuis longtemps, en effet, la centralisation des pouvoirs est devenue une règle quasi absolue. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur notre législation pour constater immédiatement que tout ce qui a trait à la gestion des intérêts communaux est réglementé par les lois et soumis au contrôle sévère des pouvoirs supérieurs. Il en résulte que la prétendue autonomie communale n'existe, pour ainsi dire plus aujourd'hui, qu'à l'état de souvenir.

D'autre part, on objecterait vainement, en vue de s'opposer au vote du projet, que celui-ci prévoit seulement quelques abus déterminés, que ces abus ne sont pas les seuls et qu'un projet plus étendu devrait être soumis à la législature. Les signataires, en déposant leur projet, n'ont fait que suivre les errements habituels qui ont formé la tradition législative.

Depuis longtemps le législateur n'élabore plus des codes de loi de toutes pièces. Il ne tente même pas de reviser d'un seul coup et d'emblée les codes existants. Ce labeur paraît au-dessus de ses forces. La revision des codes et

(1) Tel fut le cas pour les administrations communales de Braine-le-Château, Bastogne, Givry, etc. Voir *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, session 1903-1904, pp. 461 et suiv. et pp. 536 et suiv.

des lois se fait donc, suivant une tradition constante, par fragments ⁽¹⁾. C'est en tenant compte de cette tradition et des faits que les signataires ont déposé leur proposition de loi. Toutefois, ceux-ci ne méconnaissent pas que d'autres modifications puissent être apportées aux lois réglant les Pouvoirs communaux et ils ne s'opposeraient pas, sans doute, à ce que le projet soit amendé en vue de mettre obstacle à certains autres actes administratifs présentant une incorrection analogue à celle critiquée ci-dessus.

La proposition de loi prévoit, pour les administrations communales, l'interdiction de consentir une adoption dans les quinze jours qui précèdent une élection communale, afin qu'une administration qui se sentirait ébranlée ne puisse, à la veille du scrutin et sans que le corps électoral en ait le moindre soupçon, adopter une école privée précisément lorsque, dans la plupart des communes, la lutte électorale porte sur la question des écoles.

Le délai total où cette interdiction sera imposée, c'est-à-dire depuis le jour où se fait la présentation des candidats jusqu'à l'installation des nouveaux élus, sera généralement d'environ trois mois. Est-ce à dire, comme on a essayé de le prétendre, que pendant les trois mois les attributions accordées à l'administration communale seront suspendues et qu'il y aura, pendant ce délai, un interrègne administratif? L'objection ne saurait résister à l'examen. Déjà la loi a décidé que pendant toute la période séparant l'élection du jour de l'installation des nouveaux élus, le conseil ne pouvait procéder à la nomination des échevins, même si les anciens membres du collège étaient démissionnaires; et pourtant nul ne trouve qu'il y ait là occasion d'un interrègne administratif.

L'interdiction, en l'occurrence, de procéder à la nomination des échevins n'a pas d'autre but que de maintenir aux communes — et non exclusivement aux administrations communales — le peu que les lois leur ont laissé de leur ancienne autonomie, c'est-à-dire le respect dû à la volonté du corps électoral et des élus de composer, comme ils l'entendent, l'édilité communale. C'est pour sauvegarder le même principe de respect vis-à-vis de la volonté du corps électoral qu'il importe d'interdire à l'administration de poser un acte, c'est-à-dire de contracter une adoption d'école privée, qui peut être manifestement contraire au vœu des électeurs.

De deux choses l'une : ou bien l'école privée existe au moment où le délai a pris cours, et alors pourquoi l'administration communale ne l'adopterait-elle pas plus tôt? Ou bien l'école privée n'existe pas, et alors son instauration improvisée dans la période comprise dans le délai et son adoption constitueraient un acte si monstrueux qu'on ne peut envisager celui-ci comme étant éventuellement possible.

Enfin, pour ce qui concerne les écoles déjà adoptées et dont les traités d'adoption viendraient à prendre fin dans le délai en question, il est tout

(1) Exemples : a) Loi sur la stabilité des emplois communaux du 1^{er} août 1903. — b) Projet de loi émanant de l'honorable M. Woeste, déposé sur le bureau de la Chambre et développé le 28 décembre 1903 et ayant pour objet la répression de certains prétendus abus commis par des administrations communales en matière de distribution de vêtements et soupes scolaires, etc.

naturel que le conseil communal, avant de procéder au renouvellement de ceux-ci, attende que ledit délai soit expiré. Dans cette éventualité, il en coûtera aussi peu aux intérêts communaux qu'à l'école elle-même, tandis que, de la sorte, il sera mis un terme aux fraudes et aux actes administratifs qui mettent en révolte la conscience publique.

L. JOUREZ.

Loi du 15 septembre 1895.

ARTICLE PREMIER.

ALINÉA 2. La commune peut adopter une ou plusieurs écoles;

ALINÉA 3. L'adoption peut être consentie par la commune pour une durée de dix ans au plus. Elle prendra fin avant cette date en cas de décès, de retraite ou de destitution du titulaire sous le nom duquel l'adoption a été consentie. Elle peut toujours être renouvelée.

Wet van 15 September 1895.

ARTIKEL 1.

ALINEA 2. De gemeente mag ééne of meer vrije scholen aannemen;

ALINEA 3. De aanneming kan door de gemeente worden toegestaan voor eenen duur van ten hoogste tien jaar. Zij zal eindigen vóór dien tijd in geval van overlijden, afreding of afstelling van den titelvoerder op wiens naam de aanneming werd toegestaan. Zij kan altijd hernieuwd worden.

Proposition de loi complétant l'article 1^{er} de la loi du 15 septembre 1895.

ARTICLE UNIQUE.

L'article premier de la loi du 15 septembre 1895 est complété par la disposition suivante :

« § 4. Toutefois l'adoption sera sans effet si elle est consentie dans le temps qui s'écoule entre le jour fixé pour la présentation des candidats à une élection communale et le jour où les nouveaux conseillers issus de cette élection auront été régulièrement invités à s'installer au conseil communal.

» Sera nulle toute délibération prise par le conseil durant cet intervalle, qu'elle ait pour objet l'adoption d'écoles nouvelles ou le renouvellement d'un précédent traité ayant pris fin pour une cause quelconque. »

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1 der wet van 15 September 1895.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 15 September 1895 wordt aangevuld door de volgende bepaling

« § 4. De aanneming blijft echter zonder gevolg, indien zij wordt toegestaan binnen den tijd verloopende tussehen den dag bepaald tot het voorstellen der candidaten voor eene gemeenteverkiezing en den dag waarop de nieuwe raadsleden, door deze verkiezing benoemd, regelmatig worden uitgenoodigd zitting te nemen in den gemeenteraad.

» Nietig is elke beslissing door den raad in den tusschentijd genomen, zij hebbe ten doel het aannemen van nieuwe scholen of het hernieuwen van eene voorgaande overeenkomst die, om welke reden ook, ten einde liep. »

L. JOUREZ.
F. MASSON.
ÉMILE FRANÇOIS.
E. HAMBURSIN.
GEORGES LORAND.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JANUARI 1906.

Wetsvoorstel tot aanvulling der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs en ten doel hebbende een einde te stellen aan eenige misbruiken door gemeentebesturen begaan in zake van aanneming van private scholen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De organieke wet van 20 September 1884 op het lager onderwijs kende aan de gemeenten de bevoegdheid toe, private scholen aan te nemen, doch de termijn voor welken deze aannemingen mochten toegestaan worden, werd daarin niet voorzien noch bepaald.

In het ontwerp tot wijziging van gezegde organieke wet, bij de Kamer ingediend den 11ⁿ Juni 1895, kwam hieromtrent geen enkele bepaling voor; de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van dat ontwerp, stelde echter voor, daarin te bepalen dat de *aanneming*, bij de wet van 1884 bedoeld, *zou mogen toegestaan worden voor eenen duur van tien jaar en deze zou eindigen vóór dien tijd, in geval van overlijden, aftreding of afstelling van den titelvoerder op wiens naam de aanneming werd toegestaan.*

Dat voorstel der Middenafdeeling, waarvan de heer Woeste verslaggever was, werd aangenomen als artikel 1 der wet van 15 September 1895.

Bij de behandeling van bedoeld wetsontwerp werd het beginsel der aanneming voor eenen duur van *tien jaar*, door de oppositie krachtdadig, doch te vergeefs bestreden. Men kan inderdaad bezwaarlijk aannemen dat een gemeentebestuur, wiens mandaat gewoonlijk vier jaar duurt, bevoegd is om de gemeente te verbinden voor tien jaar, juist betreffende eene zaak die, over 't algemeen, op den voorrang staat bij den verkiezingsstrijd voor de gemeente.

De onderteekenaars van het ontwerp, welke hunne meening ook zij in dat opzicht en wat zij hieromtrent ook verkiezen, achten het onnoodig dat vraagstuk thans te berde te brengen. Daarom worden bij het voorstel alleen enkele betreuenswaardige misbruiken bedoeld, waartoe de toepassing van artikel 1 der wet van 15 September 1895 aanleiding geeft in sommige gemeenten; het voorstel heeft ten doel ze te doen ophouden.

Verscheidene dezer misbruiken, die sommige leden der oppositie hadden voorzien reeds vóór het aannemen van de wet, werden onmiddellijk na hare afkondiging in de Kamer bekendgemaakt. Deze hield er zich herhaaldelijk mee bezig.

Sommige gemeentebesturen namen inderdaad private scholen aan voor den duur van tien jaar, daags vóór eene verkiezing die zij voorzagen ongunstig te zullen zijn voor hen ⁽¹⁾.

Door andere, meer voorzichtige besturen werd gewacht, alvorens te handelen, totdat de verkiezingen hadden plaats gehad. Was de uitkomst dezer verkiezingen voor hen ongunstig, dan haastten zij zich private scholen aan te nemen voor tien jaar, ofschoon zij door het kiezerskorps werden afgekeurd en afgedankt. Op die wijze konden zij te werk gaan, omdat zij misbruik maakten van de omstandigheid, dat zij, krachtens de gemeentewet, met het bestuur belast bleven totdat de nieuwe raadsleden werden aangesteld ⁽²⁾.

Daar de hooge machten zich onbekwaam verklaarden om soortgelijke administratieve schandalen te beteugelen, konden de weinig schroomachtige gemeenteraden voortaan ongedeed te werk gaan. Ook zag men, na talrijke feiten van dien aard, sommige gemeentebesturen, daags nadat de kiezers hunne diensten opgezegd en andere raadsleden verkozen hadden, het voor tien jaar toegestane en sedert acht en negen jaar van kracht zijnde aannemingscontract opzettelijk en vrijwillig verbreken, alleen om het te kunnen hernieuwen voor een nieuwen termijn van tien jaar.

Het middel, door die besturen aangewend tot verbreking van een aannemingscontract, waarvan de termijn niet was verlopen, is hoogst eenvoudig. Artikel 1 der wet van 1895 bepaalt wel, dat de aanneming eindigt na verloop van den termijn voor welken zij werd toegestaan, maar het bepaalt tevens dat, zoo die termijn nog niet is verlopen, de aanneming vroeger zal kunnen eindigen in geval van overlijden, afzetting of aftreding van den titelvoerder op wiens naam de aanneming werd toegestaan. Dank zij deze bepaling konden die besturen doen wat men in de gewone taal heeft genoemd « den aftredingslag slaan ». De titelvoerder nam zijn ontslag of trad af vóór het verlopen van den termijn van tien jaar en bijgevolg eindigde de aanneming. Onmiddellijk na dit aftreden werd tusschen het gemeentebestuur en een nieuwen titelvoerder — een of ander strooman — een ander contract gesloten voor een nieuwen termijn van tien jaar.

(1) Zoo handelde, onder andere, het gemeentebestuur van Spy. Zie *Handelingen* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1895-1896, vergadering van 29 November. Interpellatie van den heer Hambursin.

(2) Dat gebeurde te Roux. Zie *Handelingen* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1895-1896, vergadering van 29 November. Redevoering van den heer Destrée.

Wellicht is het niet overbodig terloops vast te stellen — deze bijzondere omstandigheid is inderdaad leerrijk — dat in de verschillende gevallen waar op die wijze werd gehandeld, de te volgen weg om deze onnoembare ontwerpen uit te voeren, door de aan het schooltoezicht gehechte Rijksambtenaren volkomen werd aangewezen ⁽¹⁾.

Welke rechtsgeleerde zou met ernst durven staande houden dat eene wet, waarbij de langste duur van een contract tot tien jaar is beperkt, tevens aan de belanghebbenden machtiging kan verleenen om ongestraft dien duur te verlengen tot achttien of negentien jaar? Wordt de wet in dien zin verklaard, dan is zij gebrekkig en moet men deze wijzigen; kan zij, integendeel, niet in dien zin worden verklaard, dan wordt zij overtreden en moet men de misbruiken beteugelen.

De handelingen der besturen, waarvan hierboven sprake is, werden bij de Kamer aangeklaagd; daar werd herhaalde malen gezegd dat het oneerlijke handelingen waren, en nooit — *de Handelingen der Wetgevende Kamers* getuigen het — werd tegen deze benaming het minste verzet aangeteekend. De achtbare leden van de Regeering en van het Parlement, die meenden de aangeklaagde besturen te moeten verdedigen, bepaalden zich bij de verklaring, dat die besturen *wettelijk* hadden gehandeld, dewijl « een » in bediening zijnde gemeenteraad al de bevoegdheden heeft, hem door » de wet verleend », en dat, onder die omstandigheden, de Regeering niet gerechtigd was om tusschenbeide te komen.

Is het bijgevolg niet natuurlijk dat eene wet, welke handelingen duldt, die algemeen als oneerlijke handelingen zijn beschouwd, dient te worden verbeterd?

Dat zijn de redenen die aanleiding hebben gegeven tot dit wetsvoorstel.

Tevergeefs zou men in dit geval, om den huidige wettelijken toestand te handhaven, steunen op de gemeentevrijheid. Immers, sedert lang is de vereeniging der machten in de handen der hoogere macht een bijna volstreekte regel geworden. Uit onze wetgeving blijkt inderdaad, dat al wat het beheer der gemeentebelangen betreft, door de wetten geregeld en aan het streng toezicht der hoogere macht is onderworpen. Daaruit volgt, dat de zoo-genaamde gemeentevrijheid thans bijna niet meer bestaat, tenzij als eene herinnering aan het verleden.

Evenmin zou men, om zich te verzetten tegen het goedkeuren van het ontwerp, kunnen aanvoeren dat het slechts enkele bepaalde misbruiken bedoelt, dat benevens deze misbruiken er nog andere zijn en dat men een omvangrijker ontwerp aan de Wetgeving zou moeten onderwerpen. Bij het indienen van hun ontwerp hebben de ondertekenaars er zich bij bepaald te handelen zooals gewoonlijk werd gehandeld, in overeenstemming met een bestendig gebruik in de Kamers.

Sedert lang heeft de wetgever er van afgezien gansch volledige wetboeken

(1) Dat was het geval voor de gemeenten van Kasteel-Braken, Bastenaken, Givry, enz. Zie *Handelingen* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1903-1904, bl. 461 en volg., alsmede bl. 536 en volg.

te maken. Hij beproeft het zelfs niet de bestaande wetboeken in eens gansch te herzien. Tegen dezen arbeid schijnen zijne krachten niet bestand te zijn. De wetboeken en de wetten worden dus, volgens een bestendig gebruik, stuksgewijs herzien⁽¹⁾. Bij het indienen van hun wetsvoorstel, hebben de onderteekenaars dit gebruik en de feiten in acht genomen. Zij ontkennen echter niet, dat andere wijzigingen kunnen gebracht worden in de wetten, die de bevoegdheid der gemeentebesturen regelen, en zij zouden gewis er zich niet tegen verzetten dat het ontwerp worde aangevuld om sommige andere handelingen van de gemeentebesturen te voorkomen, die, evenals de hierboven bedoelde handelingen, in strijd zijn met de eerlijkheid.

Door het wetsvoorstel wordt aan de gemeentebesturen verboden, eene aanneming toe te staan binnen de veertien dagen die eene verkiezing voor de gemeente voorafgaan; op die wijze wil men beletten dat, daags voor de verkiezing en zonder dat het kiezerskorps er de minste kennis van heeft, een bestuur, welk aan 't wankelen zijn zou, eene private school aanneemt, juist wanneer, in meestal de gemeenten, de schoolquæstie op den voorrang staat bij den verkiezingsstrijd.

In 't geheel zal de tijd, gedurende welken dat verbod zal opgelegd zijn, — namelijk de tijd verloopende tusschen den dag waarop de candidaten worden voorgedragen en den dag waarop de nieuwe raadsleden zitting nemen, — over 't algemeen drie maand bedragen. Wil dat zeggen, zooals men het heeft willen beweren, dat gedurende die drie maanden de bevoegdheden, aan het gemeentebestuur verleend, zullen geschorst zijn en er, gedurende dien tijd, een tusschenbestuur optreden zal? Deze opwerping houdt geen steek, als men de zaak onderzoekt. Reeds werd door de wet bepaald dat, gedurende gansch den tijd die verloopt tusschen de verkiezing en den dag waarop de nieuwe raadsleden zitting nemen, de gemeenteraad niet mag overgaan tot het benoemen van de schepenen, zelfs ingeval de vroegere leden van het college hun ontslag hebben genomen; door niemand wordt echter beweerd dat dit aanleiding geeft tot een tusschenbestuur.

In bedoeld geval heeft het verbod, de schepenen te benoemen, geen ander doel dan het handhaven, voor de gemeenten, — niet uitsluitend voor de gemeentebesturen, — van de geringe vrijheid die de wetten haar nog toekennen; met andere woorden, het komt er op aan, den wil van het kiezerskorps en van de verkozenen om het gemeentebestuur samen te stellen naar hun verlangen, te eerbiedigen zooals het behoort. Opdat, krachtens hetzelfde beginsel, de wil van het kiezerskorps worde geëerbiedigd, dient men aan het bestuur te verbieden eene daad te plegen, — in dit geval, de aanneming eener private school toe te staan, — die blijkbaar in strijd kan zijn met den wensch der kiezers.

Eén van beide : ofwel bestaat de private school op 't oogenblik dat de

(¹) Voorbeelden : a) Wet van 1 Augustus 1903 op de bestendigheid der bedieningen bij de gemeentebesturen. — b) Wetsvoorstel, ingediend door den heer Woeste, op het buceel der Kamer neergelegd en toegelicht den 20^e December 1905; dat wetsvoorstel heeft ten doel sommige zoogenaamde misbruiken te beteugelen, die door gemeentebesturen worden gepleegd in zake van uitdeeling van kleedingstukken en soep aan schoolgaande kinderen, enz.

termijn begonnen is; waarom zou, in dit geval, het gemeentebestuur ze niet vroeger aannemen? Ofwel bestaat de private school niet, en dan zouden hare onvoorziene oprichting binnen den bedoelden termijn en hare aanneming doorgaan als eene zoo afschuwelijke handeling, dat men deze niet kan beschouwen als zijnde, bij voorkomend geval, mogelijk.

Eindelijk, wat betreft de reeds aangenomen scholen waarvan de aanne-mingscontracten mochten eindigen binnen den gezegde termijn, spreekt het van zelf dat de gemeenteraad, alvorens die contracten te hernieuwen, dient te wachten totdat gezegde termijn verloopen is. In dit geval zullen de belangen der gemeente en de school zelf niet de minste schade lijden, terwijl men op die wijze het bedrog en de handelingen van de besturen, tegen welke het geweten van het volk zich verzet, zal doen ophouden.

L. JOUREZ.

Loi du 15 septembre 1895.

ARTICLE PREMIER.

ALINÉA 2. La commune peut adopter une ou plusieurs écoles;

ALINÉA 3. L'adoption peut être consentie par la commune pour une durée de dix ans au plus. Elle prendra fin avant cette date en cas de décès, de retraite ou de destitution du titulaire sous le nom duquel l'adoption a été consentie. Elle peut toujours être renouvelée.

Wet van 15 September 1895.

ARTIKEL 1.

ALINEA 2. De gemeente mag ééne of meer vrije scholen aannemen;

ALINEA 3. De aanneming kan door de gemeente worden toegestaan voor eenen duur van ten hoogste tien jaar. Zij zal eindigen vóór dien tijd in geval van overlijden, afstreding of afstelling van den titelvoerder op wiens naam de aanneming werd toegestaan. Zij kan altijd hernieuwd worden.

Proposition de loi complétant l'article 1^{er} de la loi du 15 septembre 1895.

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1 der wet van 15 September 1895.

ARTICLE UNIQUE.

L'article premier de la loi du 15 septembre 1895 est complété par la disposition suivante :

« § 4. Toutefois l'adoption sera sans effet si elle est consentie dans le temps qui s'écoule entre le jour fixé pour la présentation des candidats à une élection communale et le jour où les nouveaux conseillers issus de cette élection auront été régulièrement invités à s'installer au conseil communal.

» Sera nulle toute délibération prise par le conseil durant cet intervalle, qu'elle ait pour objet l'adoption d'écoles nouvelles ou le renouvellement d'un précédent traité ayant pris fin pour une cause quelconque. »

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 15 September 1895 wordt aangevuld door de volgende bepaling

« § 4. De aanneming blijft echter zonder gevolg, indien zij wordt toegestaan binnen den tijd verloopende tusschen den dag bepaald tot het voorstellen der candidaten voor eene gemeenteverkiezing en den dag waarop de nieuwe raadsleden, door deze verkiezing benoemd, regelmatig worden uitgenoodigd zitting te nemen in den gemeenteraad.

» Nietig is elke beslissing door den raad in den tusschentijd genomen, zij hebbe ten doel het aannemen van nieuwe scholen of het hernieuwen van eene voorgaande overeenkomst die, om welke reden ook, ten einde liep.

L. JOUREZ.
F. MASSON.
ÉMILE FRANÇOIS.
E. HAMBURSIN.
GEORGES LORAND.